



Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

La caisse du RPC totalise 264,6 milliards de dollars à la clôture de l'exercice 2015

Augmentation de plus de 100 milliards de dollars de l'actif net sur trois exercices

Taux de rendement des placements de 8,0 pour cent sur 10 exercices

Actifs étrangers supérieurs à 200 milliards de dollars

TORONTO, ONTARIO (le 21 mai 2015) : La caisse du RPC a clôturé son exercice le 31 mars 2015 avec un actif net de 264,6 milliards de dollars, comparativement à 219,1 milliards de dollars à la fin de l'exercice 2014. Cette augmentation de 45,5 milliards de dollars de l'actif au cours de l'exercice est attribuable à un revenu de placement net de 40,6 milliards de dollars, déduction faite de tous les coûts engagés par l'Office, et à des cotisations nettes au RPC de 4,9 milliards de dollars. Le portefeuille a généré un rendement brut de 18,7 pour cent pour l'exercice 2015, soit un rendement net de 18,3 pour cent.

« La caisse du RPC a généré des rendements exceptionnels durant l'exercice, ayant obtenu le rendement sur un exercice et le revenu de placement annuel les plus élevés depuis notre création, a indiqué Mark Wiseman, président et chef de la direction de l'Office d'investissement du RPC (l'Office). Mais surtout, notre rendement sur 10 exercices, une mesure qui indique encore mieux la façon dont nous servons les intérêts des cotisants et bénéficiaires du RPC, a atteint 8,0 pour cent sur une base nette. »

Au cours de la période des 10 derniers exercices, qui comprend l'exercice 2015, l'Office a contribué au revenu de placement net cumulatif de la caisse, après déduction de tous les coûts qu'il a engagés, à hauteur de 129,5 milliards de dollars, soit plus de 151,5 milliards de dollars depuis sa création en 1999. Autrement dit, plus de 57 pour cent des actifs cumulatifs de la caisse sont attribuables au revenu de placement.

« J'aimerais d'abord souligner le travail acharné, le dévouement et les compétences des employés de tous les bureaux de l'Office, ainsi que l'étroite collaboration de nos principaux partenaires partout dans le monde, a ajouté M. Wiseman. De nombreux facteurs ont contribué aux excellents résultats de l'exercice, mais les décisions que nous avons prises pendant plusieurs années – et notre patience – ont également eu une incidence évidente. »

La croissance enregistrée durant l'exercice 2015 s'explique par divers facteurs, y compris la totalité des principaux marchés d'actions de sociétés ouvertes, des obligations, des actifs privés et des placements immobiliers. Ensemble, les trois services de placement de l'Office ont généré un important revenu de placement pour la caisse. Les marchés internationaux, tant émergents qu'établis, ont considérablement progressé, faisant grimper les rendements à mesure que l'Office continuait de diversifier les actifs de la caisse. L'avantage que procure la diversification de la caisse sur le plan des monnaies a également eu une incidence sur les rendements, puisque le dollar canadien s'est déprécié par rapport à certaines devises, y compris le dollar américain.



« Bien qu'une croissance importante contribue à raffermir la confiance du public envers la viabilité de la caisse, les résultats peuvent et vont fluctuer durant un exercice donné, a expliqué M. Wiseman. Grâce à l'horizon de placement, à la taille et à la capitalisation de la caisse, nous pouvons prendre plus de risques que la plupart des investisseurs et investir d'une façon différente de la leur, en ayant un degré de tolérance élevé aux répercussions défavorables des bouleversements potentiels. Tout comme nous tempérons notre enthousiasme à l'égard du rendement exceptionnel de l'exercice, nous maintiendrons le cap même si nous enregistrons des rendements négatifs sur une courte période. Compte tenu de notre position unique, nous évaluons nos résultats sur une période d'au moins 10 exercices. »

La capitalisation et les obligations multigénérationnelles du Régime de pensions du Canada nécessitent un horizon de placement exceptionnellement long. Pour atteindre ses objectifs de placement à long terme, l'Office bâtit un portefeuille et investit dans des actifs qui permettront de générer et d'optimiser les rendements à long terme. Le rendement à long terme des placements est une mesure plus appropriée de la performance de l'Office que les rendements générés pour un trimestre donné ou un seul exercice.

Viabilité à long terme

Dans son plus récent rapport triennal publié en décembre 2013, l'actuaire en chef du Canada a de nouveau confirmé qu'au 31 décembre 2012, le RPC demeure viable, selon son taux de cotisation actuel de 9,9 pour cent, tout au long de la période de 75 ans visée dans ce rapport. Les prévisions de l'actuaire en chef reposent sur l'hypothèse selon laquelle la caisse atteindra un taux de rendement réel hypothétique de 4,0 pour cent, qui tient compte de l'incidence de l'inflation. Le taux de rendement nominal annualisé sur 10 exercices de 8,0 pour cent, ou le rendement réel de 6,2 pour cent, enregistré par l'Office est bien supérieur à l'hypothèse prévue par l'actuaire en chef pour cette même période. Ces données sont présentées déduction faite de tous les coûts engagés par l'Office, conformément à l'approche utilisée par l'actuaire en chef.

Ce rapport de l'actuaire en chef révèle également que le montant des cotisations au RPC devrait excéder celui des prestations annuelles à verser jusqu'à la fin de 2022. Par la suite, une partie du revenu de placement de l'Office devra servir au versement des prestations.

Rendement par rapport aux indices de référence

L'Office évalue son rendement par rapport à un indice de référence fondé sur le marché, le portefeuille de référence, lequel représente un portefeuille de placements à gestion passive sur les marchés publics qui est raisonnablement susceptible de générer les rendements à long terme nécessaires pour assurer la viabilité du RPC, selon le taux de cotisation actuel.

Durant l'exercice 2015, le rendement brut de 18,7 pour cent de la caisse a dépassé celui du portefeuille de référence, car la valeur ajoutée en dollars brute a été de 3,6 milliards de dollars supérieure au rendement du portefeuille de référence, une fois déduits les frais de gestion externe et les coûts de transaction. Déduction faite de tous les coûts engagés par l'Office, le portefeuille de placement a dépassé de 1,3 pour cent le rendement de l'indice de référence, générant une valeur ajoutée en dollars nette de 2,8 milliards de dollars.



« La valeur ajoutée en dollars est une mesure importante puisqu'elle montre la différence en dollars entre les placements à gestion active effectués et leur indice de référence. Nous maintiendrons la priorité accordée aux rendements globaux – absolus et relatifs – de la caisse, en continuant de perfectionner nos compétences et de les appliquer de façon plus globale à la gestion du portefeuille, a ajouté M. Wiseman. L'attention que nous portons aux deux mesures permet de réaliser l'objectif de la caisse, qui est d'optimiser les rendements dans l'intérêt des bénéficiaires actuels et futurs du RPC, puisque l'ensemble de la caisse constitue la source des prestations de retraite. La valeur ajoutée en dollars est particulièrement importante lorsqu'elle contribue à réduire les pertes et la volatilité dans des conditions de marché difficiles. Tant les rendements globaux que la valeur ajoutée en dollars peuvent fluctuer grandement d'un exercice à l'autre, selon la conjoncture du marché. Par conséquent, les deux mesures doivent être utilisées sur de longues périodes d'au moins un cycle de marché, c'est-à-dire sur au moins cinq ans. »

Compte tenu de notre horizon à long terme et de notre cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement, nous suivons les rendements à valeur ajoutée accumulés depuis le 1^{er} avril 2006, soit depuis la création du portefeuille de référence. La valeur ajoutée cumulative des neuf derniers exercices totalise 5,8 milliards de dollars, déduction faite de tous les coûts.

Total des coûts

Les coûts totaux engagés par l'Office durant l'exercice 2015 comprenaient des charges d'exploitation de 803 millions de dollars, ou 33,9 points de base, des frais de gestion externe de 1 254 millions de dollars et des coûts de transaction de 273 millions de dollars. L'Office présente ces catégories de coûts de façon distincte puisqu'elles sont sensiblement différentes sur le plan de l'objectif, de la substance et de la variabilité. Nous présentons les frais de gestion externe et les coûts de transaction que nous engageons par catégorie d'actifs, et le revenu de placement que génèrent nos programmes déduction faite de ces coûts. Nous présentons ensuite le rendement total de la caisse déduction faite des charges d'exploitation globales de l'Office.

Les charges d'exploitation engagées par l'Office durant l'exercice 2015 témoignent de l'augmentation de la rémunération au rendement attribuable au solide rendement global de la caisse et à la forte valeur ajoutée en dollars enregistrés au cours des quatre derniers exercices, de l'expansion continue des activités de l'Office et du renforcement de nos capacités afin de soutenir 17 programmes de placement distincts. Les activités internationales ont compté pour environ 30 pour cent des charges d'exploitation, compte tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport aux monnaies des autres pays dans lesquels nous exerçons des activités.

Les frais de gestion externe et les coûts de transaction de l'exercice 2015 reflètent la croissance continue du volume et de la complexité de nos activités de placement, bien que la hausse de la rémunération au rendement explique aussi celle des frais de gestion externe. L'augmentation d'un exercice à l'autre est en partie attribuable à la hausse de la rémunération au rendement, qui s'explique par une performance financière exceptionnelle. L'augmentation des coûts de transaction durant l'exercice 2015 découle d'une opération d'envergure réalisée sur le marché privé.



Rendement du portefeuille par catégorie d'actifs

Le rendement du portefeuille par catégorie d'actifs est présenté dans le tableau ci-après. Une analyse plus détaillée du rendement généré par chaque service de placement est présentée dans le rapport annuel de l'Office pour l'exercice 2015, accessible à l'adresse www.cppib.com/fr.

RENDEMENT DU PORTEFEUILLE ¹		
Catégorie d'actifs ²	Exercice 2015	Exercice 2014
Actions de sociétés ouvertes canadiennes	8,9 %	15,6 %
Actions de sociétés fermées canadiennes	10,1 %	30,1 %
Actions de sociétés ouvertes étrangères sur les marchés établis	23,0 %	26,3 %
Actions de sociétés fermées étrangères sur les marchés établis	30,2 %	35,1 %
Actions de sociétés ouvertes sur les marchés émergents	24,2 %	5,8 %
Actions de sociétés fermées sur les marchés émergents	46,8 %	36,8 %
Obligations et titres du marché monétaire ³	8,8 %	0,3 %
Obligations non négociables	15,4 %	-0,1 %
Autres titres de créance	18,7 %	20,0 %
Biens immobiliers	14,1 %	18,0 %
Infrastructures	16,5 %	16,6 %
Portefeuille de placement ⁴	18,7 %	16,5 %

1. Compte non tenu de tous les coûts de l'Office.
2. Les résultats de placement par catégorie d'actifs sont présentés sur une base non couverte par rapport au dollar canadien, car la couverture du risque de change, le cas échéant, est effectuée au niveau de l'ensemble de la caisse du RPC. Les résultats sont présentés selon une moyenne pondérée dans le temps.
3. La pondération restante en obligations à rendement réel de la caisse a été vendue au cours de l'exercice 2014. Les apports au rendement des obligations à rendement réel sont inclus au poste Obligations et titres du marché monétaire pour l'exercice 2014.
4. Le rendement global de la caisse pour l'exercice 2015 comprend une perte de 938 millions de dollars découlant des activités de couverture du risque de change et un profit de 1 438 millions de dollars tiré des stratégies de rendement absolu, qui ne sont pas attribués à une catégorie d'actifs en particulier.



Composition de l'actif

Nous avons poursuivi la diversification de notre portefeuille selon les caractéristiques de risque/rendement de divers actifs et secteurs géographiques au cours de l'exercice 2015. Les actifs canadiens représentaient 24,1 pour cent du portefeuille et totalisaient 63,8 milliards de dollars. Les actifs étrangers représentaient 75,9 pour cent du portefeuille et totalisaient 201,0 milliards de dollars.

POUR LES EXERCICES CLOS						
LES 31 MARS (en milliards de dollars)		2015	2014	2013	2012	2011
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET						
Cotisations nettes		4,9	5,7	5,5	3,9	5,4
Revenu de placement, déduction faite de tous les coûts engagés par l'Office		40,6	30,1	16,2	9,5	15,2
Augmentation de l'actif net		45,5	35,8	21,7	13,4	20,6
AUX 31 MARS (en milliards de dollars)						
		2015	2014	2013	2012	2011
COMPOSITION DE L'ACTIF	(%)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actions¹						
Actions canadiennes	7,3	19,5	18,6	15,3	14,2	21,0
Actions étrangères sur les marchés établis	37,0	98,0	75,6	64,0	56,7	50,8
Actions sur les marchés émergents	5,9	15,5	12,6	12,4	10,6	7,6
Placements à revenu fixe						
Obligations non négociables	9,8	25,8	23,4	24,4	23,6	21,8
Obligations négociables	13,0	34,4	31,0	28,5	21,2	19,7
Autres titres de créance	6,5	17,2	11,4	8,6	8,8	6,1
Titres du marché monétaire	7,1	18,8	17,4	8,7	2,5	2,3
Passifs liés au financement par emprunt	(3,8)	(9,9)	(9,7)	(9,5)	(2,4)	(1,4)
Actifs réels						
Biens immobiliers	11,5	30,3	25,5	19,9	17,1	10,9
Infrastructures	5,7	15,2	13,3	11,2	9,5	9,5
Total²	100,0	264,8	219,1	183,5	161,8	148,3
RENDEMENT						
Taux de rendement annuel		18,7 %	16,5 %	10,1 %	6,6 %	11,9 %

1. Les actions représentaient 50,2 pour cent du portefeuille, soit 133,0 milliards de dollars. De ce montant, les actions de sociétés ouvertes représentaient 31,6 pour cent ou 83,8 milliards de dollars, et les actions de sociétés fermées, 18,6 pour cent ou 49,2 milliards de dollars.

2. Exclut les actifs autres que les actifs de placement (tels que les locaux et le matériel) et les passifs autres que les passifs de placement, qui totalisent (0,2) milliard de dollars pour l'exercice 2015. Par conséquent, le montant de l'actif total diffère de celui de l'actif net de 264,6 milliards de dollars.



Faits saillants des activités de placement

À l'exercice 2015, l'Office a conclu 40 opérations de plus de 200 millions de dollars chacune, réparties dans 15 pays partout dans le monde. Les faits saillants de l'exercice comprennent les éléments suivants :

Placements privés

- Signature d'une entente visant à investir environ 1,6 milliard de livres pour l'acquisition d'une participation de 33 pour cent dans Associated British Ports (ABP), en partenariat avec Hermes Infrastructure, un partenaire existant établi au Royaume-Uni. ABP est le principal groupe portuaire du Royaume-Uni, détenant et exploitant 21 ports, et est doté d'un fret diversifié, de contrats à long terme conclus avec une diversité de clients de prestige et d'une équipe de direction expérimentée.
- Expansion de notre portefeuille d'infrastructures australien grâce à un engagement à investir 525 millions de dollars australiens pour la construction et l'exploitation d'un nouveau tunnel autoroutier appelé NorthConnex à Sydney. Cette opération a été effectuée en partenariat avec le Transurban Group et la Queensland Investment Corporation, nos partenaires existants dans l'autoroute à péage Westlink M7. L'Office détiendra une participation de 25 pour cent dans ce tunnel autoroutier de neuf kilomètres qui reliera les banlieues nord de Sydney à la ceinture périphérique et sera le plus long de l'Australie.
- Réalisation de notre premier placement dans le secteur des infrastructures en Inde en partenariat avec la plus grande société d'ingénierie et de construction de ce pays. Nous nous sommes engagés à investir 332 millions de dollars américains dans la filiale de Larsen & Toubro Limited, L&T Infrastructure Development Projects Limited, qui détient un portefeuille de 20 actifs d'infrastructure, dont le plus important portefeuille de concessions d'autoroutes à péage privées en Inde, qui s'étendent sur plus de 2 000 kilomètres.
- Conclusion d'une opération sur le marché secondaire des actions de sociétés fermées grâce à un placement de 596 millions de dollars américains dans deux fonds de JW Childs. À titre de principal investisseur, l'Office a investi 477 millions de dollars américains dans JW Childs Equity Partners III, une opération intéressante sur le plan des liquidités pour les commanditaires existants. Nous nous sommes également engagés à investir 119 millions de dollars américains dans un nouveau fonds, JW Childs Equity Partners IV. JW Childs se spécialise dans des placements du marché intermédiaire nord-américain des produits de consommation, des magasins spécialisés et des soins de santé.

Placements sur les marchés publics

- Acquisition, à titre de seul investisseur principal, de 172 382 000 actions ordinaires de Hong Kong Broadband Network Limited (HKBN) dans le cadre de son premier appel public à l'épargne. L'Office a investi 1 551 millions de dollars de Hong Kong dans une participation d'environ 17 pour cent, devenant ainsi le principal actionnaire. HKBN est le deuxième fournisseur de services à large bande résidentiels en importance à Hong Kong selon le nombre d'abonnements, servant plus de 2,1 millions de foyers et 1 900 immeubles commerciaux.



- Au titre de la licence d'investisseur institutionnel étranger qualifié, obtention d'un quota additionnel de 600 millions de dollars américains pour investir dans des actions chinoises de catégorie A négociées sur les Bourses de Shanghai et de Shenzhen. Depuis l'obtention de sa licence en 2011, l'Office s'est vu accordé des quotas d'un montant total de 1,2 milliard de dollars américains, ce qui en fait l'un des 10 principaux investisseurs institutionnels étrangers qualifiés.
- Placement de 250 millions de dollars américains dans le cadre du premier appel public à l'épargne de Markit Ltd., ce qui représente une participation d'environ six pour cent. Fondée en 2003, Markit est un fournisseur international de services d'information financière diversifiés qui permettent d'accroître la transparence, de réduire le risque et d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

Placements immobiliers

- Pénétration d'un nouveau secteur immobilier grâce à l'acquisition de la totalité du portefeuille de logements pour étudiants et de la plateforme de gestion de Liberty Living, d'une valeur de 1,1 milliard de livres. Liberty Living est l'un des plus grands fournisseurs de logements pour étudiants du Royaume-Uni avec plus de 40 résidences de grande qualité situées dans 17 des plus grandes villes universitaires de ce pays.
- Engagement à investir 1 250 millions de yuans en vue de l'aménagement, conjointement avec Longfor Properties Company Ltd., du Times Paradise Walk, un important projet à usage mixte à Suzhou, qui se classe au cinquième rang des villes les plus prospères de la Chine. Ce projet à usage mixte comprend des espaces résidentiels et hôteliers ainsi que des locaux pour bureaux et pour commerces de détail d'une superficie brute totale de 7,9 millions de pieds carrés. Le projet, qui sera achevé en plusieurs phases entre 2016 et 2019, vise à devenir la destination commerciale de choix tout-en-un de Suzhou.
- Croissance importante du portefeuille immobilier de l'Office au Brésil au cours de l'exercice. Nous nous sommes engagés à investir environ 1,3 milliard de réaux brésiliens dans des actifs commerciaux, résidentiels et logistiques au Brésil, ce qui porte à 5,5 milliards de réaux brésiliens notre engagement total à ce jour. Cela comprend un engagement de 507 millions de réaux brésiliens relatif à une participation de 30 pour cent dans une nouvelle coentreprise formée avec Global Logistic Properties en vue d'investir dans un portefeuille de biens logistiques de première qualité situés principalement à São Paulo et à Rio de Janeiro.
- Acquisition d'une part de 15 pour cent des actions et des droits de vote de Citycon Oyj pour un montant d'environ 236 millions d'euros, ce qui a permis l'expansion de la plateforme de commerces de détail de l'Office dans la région nordique. Citycon est l'un des principaux propriétaires et promoteurs immobiliers de la région dans le secteur des centres commerciaux ayant un marché d'alimentation comme locataire clé. Ce placement a permis de soutenir les occasions d'acquisition et d'expansion de Citycon.



Voici les faits saillants de nos activités de placement après la fin de l'exercice :

- Formation d'une coentreprise avec GIC afin d'acquérir auprès de Daesung Industries le centre commercial D-Cube à Séoul, en Corée du Sud, pour une contrepartie totale de 263 millions de dollars américains. Une fois l'opération conclue, GIC et l'Office détiendront chacun une participation de 50 pour cent dans ce centre commercial. D-Cube, dont les travaux d'aménagement ont été achevés en 2011, est un centre commercial productif de revenus de grande qualité situé à un endroit privilégié.
- Conclusion d'une entente visant la formation d'une coentreprise stratégique avec Unibail-Rodamco, la deuxième société de placement immobilier en importance au monde et la plus grande en Europe dans le secteur des commerces de détail, afin d'accroître la plateforme d'immeubles de commerce de détail de l'Office en Allemagne. Cette coentreprise sera établie par suite de l'acquisition indirecte par l'Office d'une participation de 46,1 pour cent dans la plateforme d'immeubles de commerce de détail d'Unibail-Rodamco en Allemagne, mfi management fur immobilien AG (mfi), pour un montant de 394 millions d'euros. En outre, l'Office investira un montant supplémentaire de 366 millions d'euros pour soutenir les stratégies de financement de mfi.
- Signature d'une entente visant à acquérir une participation d'environ 12 pour cent en investissant, en partenariat avec Hutchison Whampoa, 1,1 milliard de livres dans l'entreprise de télécommunications qui résultera de la fusion de O2 U.K. et de Three U.K.
- Signature, en partenariat avec les fonds Permira, d'un accord définitif visant l'acquisition d'Informatica Corporation pour un montant de 5,3 milliards de dollars américains, ou 48,75 dollars américains en espèces par action ordinaire. Informatica est le plus important fournisseur indépendant de logiciels d'intégration de données d'entreprise au monde. L'opération devrait être conclue durant le deuxième ou le troisième trimestre de l'année civile 2015.
- Placement de 335 millions de dollars américains dans les billets garantis de premier rang de Global Cash Access, Inc. (GCA) par l'entremise de notre groupe Placements directs dans les instruments de crédit. GCA est le principal fournisseur de solutions permettant d'accéder à des liquidités et de produits connexes dans le secteur des jeux et des loteries.

Cession d'actifs

- Signature d'une entente avec BC European Capital IX (BCEC IX), un fonds conseillé par BC Partners, l'équipe de direction et d'autres co-investisseurs, visant la vente d'une participation de 70 pour cent dans Cequel Communications Holdings, LLC (y compris sa filiale, Suddenlink) à Altice S.A. Une fois la vente proposée conclue, il est prévu que BCEC IX et l'Office recevront chacun un produit d'environ 960 millions de dollars américains et un billet au vendeur d'environ 200 millions de dollars américains. L'Office et BCEC IX conserveront chacun une participation de 12 pour cent dans la société.



- Annonce de la signature par AWAS, une importante entreprise de location d'avions établie à Dublin, d'une entente visant la vente d'un portefeuille de 90 avions à Macquarie Group Limited pour une contrepartie totale de quatre milliards de dollars américains. L'Office détient une participation de 25 pour cent dans AWAS et Terra Firma détient la participation restante de 75 pour cent.
- Vente de notre participation de 50 pour cent dans le 151 Yonge Street à GWL Realty Advisors. Le produit de la vente revenant à l'Office s'élève à environ 76 millions de dollars. Situé au centre-ville de Toronto, l'immeuble du 151 Yonge Street a été acquis en 2005 dans le cadre de l'acquisition d'un large portefeuille d'immeubles de bureaux canadiens.
- Vente à Ivanhoé Cambridge de notre participation de 39,4 pour cent dans une coentreprise d'immeubles de bureaux de Denver. Le produit de la vente revenant à l'Office s'élève à environ 132 millions de dollars américains.

Faits saillants de l'Office

- En mai 2015, poursuite de notre expansion à l'échelle mondiale avec l'ouverture officielle d'un bureau de l'Office au Luxembourg, notre sixième bureau à l'étranger. Nous disposons aujourd'hui d'un nombre important et croissant d'actifs en Europe. Notre implantation au Luxembourg soutient notre stratégie mondiale qui consiste à renforcer nos capacités internes dans le but de réaliser nos objectifs de placement à long terme. Par l'entremise de notre bureau au Luxembourg, nous exercerons des activités de gestion d'actifs telles que le suivi des placements, la gestion de la trésorerie, les finances et l'exploitation, ainsi que le soutien des opérations et la conformité avec les lois et règlements. En outre, nous prévoyons exécuter notre projet déjà annoncé d'ouvrir un bureau à Mumbai plus tard au cours de l'année civile 2015.
- Nomination de Heather Munroe-Blum au poste de présidente du conseil d'administration de l'Office. M^{me} Munroe-Blum a succédé à Robert Astley, qui était président du conseil depuis 2008, après l'expiration du mandat de ce dernier le 26 octobre 2014.
- Nomination de Tahira Hassan comme membre du conseil d'administration de l'Office en février 2015 pour un mandat de trois ans. M^{me} Hassan est aussi administratrice externe aux conseils d'administration de Brambles Limited et de Recall Holdings Limited. Elle a occupé divers postes de cadre supérieur à Nestlé pendant plus de 26 ans.
- Annonce de la nomination des cadres dirigeants suivants :
 - Mark Jenkins a été nommé directeur général principal et chef mondial, Placements privés et dirigera les groupes des placements directs en actions de sociétés fermées, des infrastructures, des placements directs en instruments de crédit, des ressources naturelles et de la création de valeur pour le portefeuille. M. Jenkins est entré au service de l'Office en 2008; il occupait récemment la fonction de directeur général et chef, Placements directs.



- Pierre Lavallée a été nommé au nouveau poste de directeur général principal et chef mondial, Partenariats de placement. M. Lavallée, qui s'est joint à l'Office en 2012, dirige ce nouveau service de placement qui vise à élargir les relations avec les gestionnaires externes de l'Office dans les secteurs des fonds, des placements secondaires et des co-investissements sur les marchés privés et publics, à accroître les placements directs en actions de sociétés fermées en Asie et à renforcer les capacités de placement thématique.
- Après la fin de l'exercice, Patrice Walch-Watson a intégré l'équipe de la haute direction, ayant été nommée directrice générale principale et avocate-conseil et secrétaire générale, avec prise d'effet le 5 juin 2015. M^{me} Walch-Watson travaillait auparavant pour Torys LLP, où elle était associée. Elle possède une expertise en fusions et acquisitions, en finances d'entreprise, en privatisation et en gouvernance d'entreprise.

Rendements sur cinq et 10 exercices¹

(pour la période close le 31 mars 2015)

	Taux de rendement (nominal)	Taux de rendement (réel)	Revenu de placement ²
Taux annualisé sur cinq exercices	12,3 %	10,4 %	111,7 milliards de dollars
Taux annualisé sur 10 exercices	8,0 %	6,2 %	129,5 milliards de dollars

1. Déduction faite de tous les coûts engagés par l'Office.

2. Les données en dollars sont cumulatives.

À propos de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (l'Office) est un organisme de gestion de placements professionnel qui investit, pour le compte de 18 millions de cotisants et de bénéficiaires, les fonds dont le Régime de pensions du Canada (RPC) n'a pas besoin pour verser les prestations de retraite courantes. Afin de diversifier le portefeuille du RPC, l'Office investit dans des actions de sociétés ouvertes, des actions de sociétés fermées, des biens immobiliers, des infrastructures et des titres à revenu fixe. L'Office a son siège social à Toronto et compte des bureaux à Hong Kong, à Londres, au Luxembourg, à New York et à São Paulo. Sa gouvernance et sa gestion sont distinctes de celles du Régime de pensions du Canada. L'Office n'a pas de lien de dépendance avec les gouvernements. Au 31 mars 2015, la caisse du RPC totalisait 264,6 milliards de dollars. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'Office, veuillez consulter le site www.cppib.com/fr.

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :

Mei Mavin, directrice, Communications d'entreprise, +44 20 3205 3515, mmavin@cppib.com